

548 5389  
GUY NOEL ET ASSOCIES  
Société Anonyme  
au capital de 100 000 euros  
Siège social : 39, Rue Saint Lazare  
75009 PARIS  
542 053 590 RCS PARIS

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU 31 JUILLET 2007

Commissaire du Tribunal de  
Commerce de Paris  
M R  
27 DEC. 2007

N DE DEPOT 1798

L'an Deux Mille Sept,

Le 31 Juillet,

A 10 heures,

Les administrateurs de la société GUY NOEL ET ASSOCIES se sont réunis en Conseil, 39, rue Saint Lazare, 75009 PARIS, sur convocation du Président, faite conformément aux statuts.

Il résulte du registre de présence qu'à cette réunion :

**Sont présents :**

Monsieur Dominique LAMBIN  
Monsieur Renaud REISSIER

Monsieur Jean-Pierre LEBRIS, régulièrement convoqué est absent et excusé.

Le Conseil, réunissant le quorum requis, peut délibérer valablement.

Monsieur Dominique LAMBIN préside la séance.

Monsieur Renaud REISSIER remplit les fonctions de secrétaire.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal des délibérations de la précédente réunion et le Conseil adopte ce procès-verbal.

Le Président rappelle que le Conseil est appelé à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

## ORDRE DU JOUR

- Examen d'un projet de fusion par absorption de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES par notre Société,
- Délégation de pouvoirs au Président à l'effet de négocier, conclure, signer et publier ce projet,
- Proposition d'augmentation du capital social par incorporation d'une partie de la prime de fusion,
- Convocation d'une Assemblée Générale Extraordinaire,
- Préparation du rapport et du projet de résolutions,
- Questions diverses.

### EXAMEN DU PROJET DE FUSION AVEC LA SOCIETE CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES

Le Président expose au Conseil les motifs qui ont conduit à envisager une fusion par absorption de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES par la société GUY NOEL ET ASSOCIES et l'intérêt de l'opération.

Cette fusion est motivée par la concentration des moyens financiers nécessaires au développement d'une activité de Commissariat aux Comptes. En effet, le Président de la Société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES est également actionnaire au sein de la Société GUY NOEL ET ASSOCIES et exerce à ce titre au sein de cette structure l'activité d'Expertise-Comptable. La Société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES est détentrice pour l'essentiel de mandats de Commissariat aux Comptes. Le rapprochement entre les deux Sociétés procède d'une volonté des deux Dirigeants de renforcer le pôle de Commissariat aux Comptes de la Société GUY NOEL ET ASSOCIES. Ce renforcement contribuera à la réalisation des synergies et permettra à la Société absorbante de poursuivre son développement.

Puis il fait le point des négociations en cours et donne lecture au Conseil du projet de traité de fusion précisant les bases et réglant les modalités de la fusion.

Ce projet prévoit l'apport par la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES à la société GUY NOEL ET ASSOCIES de la totalité de son actif, soit 501 107 euros, à charge pour la société GUY NOEL ET ASSOCIES de payer la totalité de son passif, soit 111 069 euros. La valeur nette des apports s'élèverait à 390 038 euros et le rapport d'échange des droits sociaux retenu serait de quatre actions pour la société GUY NOEL ET ASSOCIES pour une action de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES.

Cette opération serait réalisée sur la base de situations comptables arrêtées au 30 septembre 2006 pour l'absorbante et au 31 décembre 2006 pour l'absorbée.

La différence entre la valeur nette des biens apportés (390 038 euros) et la valeur nominale globale des actions rémunérant cet apport (25 000 euros), soit 365 038 euros, sera inscrite au passif du bilan à un compte intitulé "Prime de fusion" sur lequel porteront les droits des actionnaires anciens et nouveaux de la société absorbante.

En rémunération de cet apport net, 250 actions nouvelles de 100 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, seraient créées par la société GUY NOEL ET ASSOCIES à titre d'augmentation de son capital social de 25 000 euros.

Le Président précise ensuite que, sous la condition suspensive de la réalisation de la fusion, toutes les opérations traitées par la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES entre la date d'arrêté de la situation comptable et la date de la réalisation définitive de la fusion, seraient prises en charge par la société GUY NOEL ET ASSOCIES.

Sous la même condition, la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES serait dissoute de plein droit, sans liquidation, par transmission universelle de son patrimoine à la société GUY NOEL ET ASSOCIES, dans l'état dans lequel il se trouvera à la date de la réalisation définitive de l'opération.

Puis il offre la parole aux administrateurs.

Après en avoir délibéré, le Conseil, à l'unanimité, approuve le projet de fusion par voie d'absorption de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES par la société GUY NOEL ET ASSOCIES, ainsi que le projet de traité de fusion tel qu'il vient de lui être présenté.

Il confère tous pouvoirs à son Président, à l'effet de :

- signer le traité de fusion par absorption de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES par la société GUY NOEL ET ASSOCIES, sous la condition suspensive de son approbation par les Assemblées Générales Extraordinaires des deux sociétés,

- procéder à toutes les opérations nécessaires à la réalisation définitive de la fusion, notamment négocier les charges et conditions de l'apport, fixer la date de sa réalisation, stipuler toutes conditions utiles à la réalisation de la fusion,

- remplir toutes formalités de publicité et de publication du projet de fusion,

- signer la déclaration de conformité prévue par l'article L. 236-6 du Code de commerce, sous réserve de l'approbation de la fusion par les Assemblées Générales Extraordinaires des deux sociétés,

- signer tous actes et documents, substituer et déléguer tout ou partie des pouvoirs conférés qui ne sont pas limitatifs, et plus généralement, faire tout ce qui sera nécessaire en vue de la conclusion et de la réalisation de la fusion.

## PROPOSITION D'AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Le Président propose d'augmenter le capital social de la société, sous la condition suspensive de la réalisation de la fusion, de la somme de 175 000 euros par prélèvement du compte "Prime de fusion". Cette augmentation s'effectuerait par la création de 1 750 actions de valeur nominale de 100 euros chacune, à répartir proportionnellement entre les associés.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité par le Conseil.

## CONVOCATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Après en avoir délibéré, le Conseil décide, à l'unanimité, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires qui se réunira le 15 décembre 2007 à 10 heures, 39 rue Saint Lazare, 75009 PARIS, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

### ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport du Conseil d'Administration sur le projet de fusion,
- Lecture des rapports du Commissaire à la fusion,
- Approbation du projet de fusion prévoyant l'absorption de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES par la société GUY NOEL ET ASSOCIES ; augmentation du capital social,
- Augmentation du capital social par incorporation d'une partie de la prime de fusion,
- Modification corrélative des statuts,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

### RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION - PROJET DES RESOLUTIONS

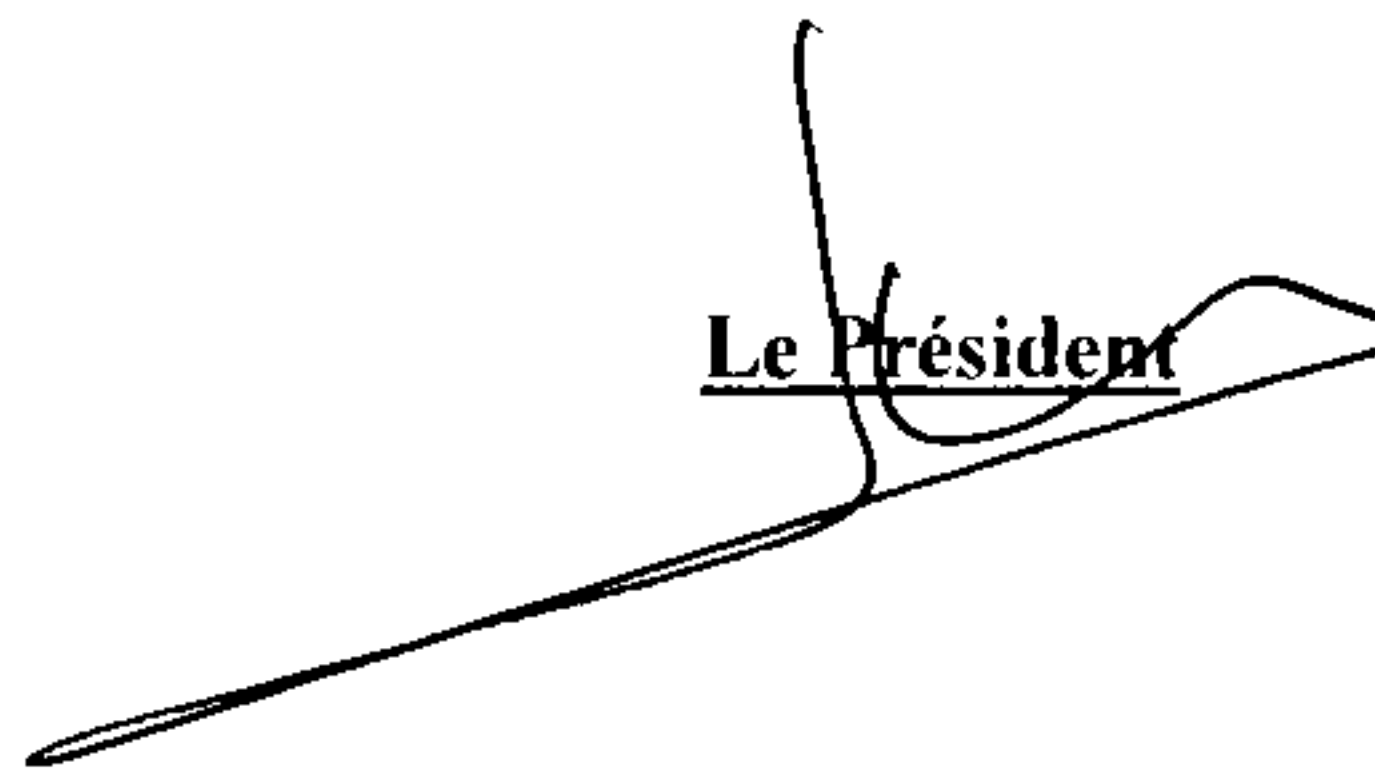
Le Conseil arrête ensuite les termes du rapport qui sera présenté à l'Assemblée Générale ainsi que le projet des résolutions qui lui seront soumises.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et un Administrateur au moins.

Un Administrateur

Le Président



CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES « CGA »

Société par Actions Simplifiée au capital de 120.000 Euros  
Siège Social : 39, rue Saint-Lazare- 75009 PARIS  
RCS PARIS  
B 391 608 437

\* \* \*

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE  
EN ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 1<sup>er</sup> AOUT 2007

L'an deux mil sept, le 1<sup>er</sup> août, à 11 heures trente,

La société AUDIT RENAUD REISSIER (A2R) représentée par son Président Renaud REISSIER, est l'Associée unique de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES (CGA), Société par Actions Simplifiée au capital de 120.000 Euros, dont le siège Social est 39, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS, immatriculée au registre du Commerce et des sociétés de Paris sous le n° B 391 608 437.

Après avoir pris connaissance des documents suivants :

- Lecture du rapport du Président sur le projet de fusion ;
- Projet de fusion par absorption de la Société CGA par la Société GUY NOEL ET ASSOCIES (G.N.A.).

A pris les décisions suivantes portant sur :

- Examen d'un projet de fusion par absorption de la Société CGA par la Société GUY NOEL ET ASSOCIES (G.N.A.) ;
- Délégation de pouvoirs au Président à l'effet de négocier, conclure, signer et publier ce projet ;
- Dissolution de la Société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES sous réserve et à compter de la réalisation définitive de la fusion. Répartition des actions créées en rémunération de l'apport ;
- Pouvoirs donnés pour l'accomplissement des formalités ;
- Questions diverses

## EXAMEN DU PROJET DE FUSION AVEC LA SOCIETE GUY NOEL ET ASSOCIES

Monsieur Renaud REISSIER, Président de la Société CGA et Président de la Société A2R qui est l'associée unique de la Société CGA, expose les motifs qui ont conduit à envisager une fusion par absorption de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES par la société GUY NOEL ET ASSOCIES et l'intérêt de l'opération.

Cette fusion est motivée par la concentration des moyens financiers nécessaires au développement d'une activité de Commissariat aux Comptes. En effet, le Président de la Société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES est également actionnaire au sein de la Société GUY NOEL ET ASSOCIES et exerce à ce titre au sein de cette structure l'activité d'Expertise-Comptable. La Société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES est détentrice pour l'essentiel de mandats de Commissariat aux Comptes. Le rapprochement entre les deux Sociétés procède d'une volonté des deux Dirigeants de renforcer le pôle de Commissariat aux Comptes de la Société GUY NOEL ET ASSOCIES. Ce renforcement contribuera à la réalisation des synergies et permettra à la Société absorbante de poursuivre son développement.

Puis il fait le point des négociations en cours et donne lecture du projet de traité de fusion précisant les bases et réglant les modalités de la fusion.

Ce projet prévoit l'apport par la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES à la société GUY NOEL ET ASSOCIES de la totalité de son actif, soit 501 107 euros, à charge pour la société GUY NOEL ET ASSOCIES de payer la totalité de son passif, soit 111 069 euros. La valeur nette des apports s'élèverait à 390 038 euros et le rapport d'échange des droits sociaux retenu serait de quatre actions pour la société GUY NOEL ET ASSOCIES pour une action de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES.

Cette opération serait réalisée sur la base de situations comptables arrêtées au 30 septembre 2006 pour l'absorbante et au 31 décembre 2006 pour l'absorbée.

En rémunération de cet apport net, 250 actions nouvelles de 100 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, seraient créées par la société GUY NOEL ET ASSOCIES à titre d'augmentation de son capital social de 25 000 euros.

Le Président précise ensuite que, sous la condition suspensive de la réalisation de la fusion, toutes les opérations traitées par la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES entre la date d'arrêt de la situation comptable et la date de la réalisation définitive de la fusion, seraient prises en charge par la société GUY NOEL ET ASSOCIES.

Sous la même condition, la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES serait dissoute de plein droit, sans liquidation, par transmission universelle de son patrimoine à la société GUY NOEL ET ASSOCIES, dans l'état dans lequel il se trouvera à la date de la réalisation définitive de l'opération.

## PREMIERE DECISION

Monsieur Renaud REISSIER, Président de la Société CGA et Président de la Société A2R qui est l'associée unique de la Société CGA, après avoir pris connaissance du projet de fusion, signé le 24 Juillet 2007 avec la société GUY NOEL ET ASSOCIES, société anonyme au capital de 100 000 euros, dont le siège est 39, Rue Saint Lazare 75009 PARIS, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de PARIS, sous le numéro 542 053 590, aux termes duquel la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES fait apport à titre de fusion à la société GUY NOEL ET ASSOCIES de la totalité de son patrimoine, actif et passif,

accepte et approuve dans toutes ses dispositions la convention visée, la fusion qu'elle prévoit et la rémunération de l'apport qui y est convenue, c'est-à-dire :

- la prise en charge par la société GUY NOEL ET ASSOCIES de l'intégralité du passif de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES ainsi que des frais entraînés par la dissolution de cette société,
- l'attribution aux actionnaires de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES de 250 actions de 100 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, à créer par la société GUY NOEL ET ASSOCIES à titre d'augmentation de son capital, à concurrence de 25 000 euros, lesdites actions étant à répartir entre les actionnaires de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES à raison de quatre actions de la société GUY NOEL ET ASSOCIES pour une action de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES,
- et l'inscription dans les comptes de la société GUY NOEL ET ASSOCIES d'une prime de fusion d'un montant de 365 038 euros, sur laquelle porteront les droits des actionnaires anciens et nouveaux de la société GUY NOEL ET ASSOCIES.

Cette décision est adoptée.

## DEUXIEME DECISION

L'associé unique de la Société CGA, la Société A2R, représentée par Monsieur Renaud REISSIER, donne tous pouvoirs à son Président, à l'effet de :

- signer le traité de fusion par absorption de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES par la société GUY NOEL ET ASSOCIES, sous la condition suspensive de son approbation par les Assemblées Générales Extraordinaires des deux sociétés,
- procéder à toutes les opérations nécessaires à la réalisation définitive de la fusion, notamment négocier les charges et conditions de l'apport, fixer la date de sa réalisation, stipuler toutes conditions utiles à la réalisation de la fusion,
- remplir toutes formalités de publicité et de publication du projet de fusion,
- signer la déclaration de conformité prévue par l'article L. 236-6 du Code de commerce, sous réserve de l'approbation de la fusion par les Assemblées Générales Extraordinaires des deux sociétés, *par le président M. Renaud REISSIER.*

- signer tous actes et documents, substituer et déléguer tout ou partie des pouvoirs conférés qui ne sont pas limitatifs, et plus généralement, faire tout ce qui sera nécessaire en vue de la conclusion et de la réalisation de la fusion.

Cette décision est adoptée.

### TROISIEME DECISION

Monsieur Renaud REISSIER, Président de la Société CGA et Président de la Société A2R qui est l'associée unique de la Société CGA, rappelle :

- que la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES se trouvera dissoute de plein droit à l'issue de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société GUY NOEL ET ASSOCIES qui constatera la réalisation de la fusion et l'augmentation de capital destinée à rémunérer les apports effectués à la société GUY NOEL ET ASSOCIES.

- que sous la condition suspensive de la réalisation de la fusion, toutes les opérations traitées par la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES entre la date d'arrêté de la situation comptable et la date de la réalisation définitive de la fusion, seraient prises en charge par la société GUY NOEL ET ASSOCIES.

- Sous la même condition, la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES serait dissoute de plein droit, sans liquidation, par transmission universelle de son patrimoine à la société GUY NOEL ET ASSOCIES, dans l'état dans lequel il se trouvera la date de la réalisation définitive de l'opération, soit lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES fixée le 15 décembre 2007.

- qu'il ne sera procédé à aucune opération de liquidation de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES, le passif de cette dernière étant entièrement pris en charge par la société GUY NOEL ET ASSOCIES, et que les actions créées par cette dernière société à titre d'augmentation de capital en rémunération des apports de la Société seront, dans les délais les plus brefs, après l'accomplissement de toutes les formalités légales et réglementaires, directement attribuées aux actionnaires de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES dans les proportions prévues au projet de fusion.

- que la réalisation de la fusion et l'approbation des comptes de l'exercice 2007 par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la société GUY NOEL ET ASSOCIES vaudra quitus à la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES pour la période s'étendant du 01 janvier au 15 décembre 2007, date du dernier bilan approuvé à la date de la dissolution.

Cette décision est adoptée.

## DERNIERE DECISION

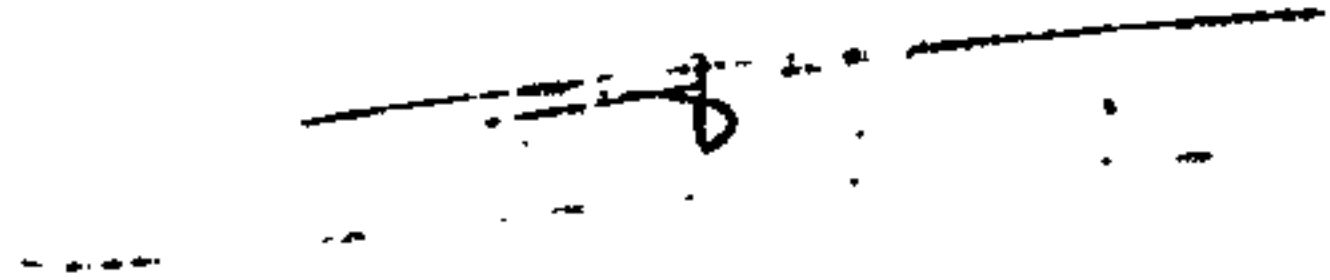
L'Associée unique donne tous pouvoirs au porteur de l'original ou d'une copie du procès-verbal de ses délibérations à l'effet d'accomplir toutes formalités.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture, par l'Associée unique.

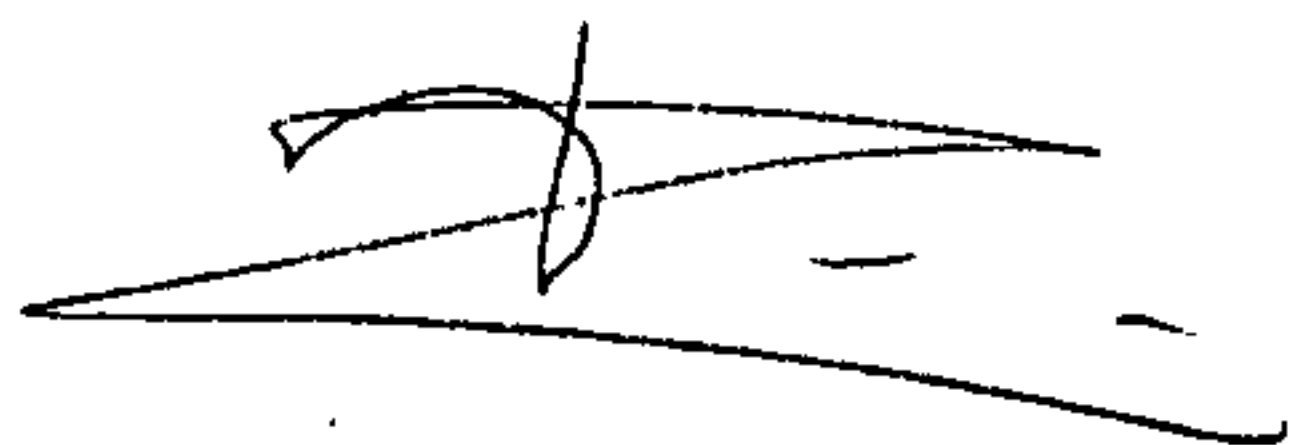
Cette décision est adoptée.

Renaud REISSIER

Président de la Société C.G.A.



*Ce h'ic'compte*



**GUY NOEL ET ASSOCIES**  
**Société Anonyme**  
**au capital de 100 000 euros**  
**Siège social : 39, Rue Saint Lazare**  
**75009 PARIS**  
**542 053 590 RCS PARIS**

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS**  
**DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**  
**DU 15 DECEMBRE 2007**

L'an Deux Mille Sept,  
Le 15 Décembre 2007,  
A 10 heures,

**WISE POUR TIMBRE ET ENREGISTREMENT**  
**AU SIE PARIS 9 E OUEST**  
Le : 15/12/2007  
Bord N° 1312 Case 37/13367  
REÇU : *Ciup Ciup Ciup*  
De Droits d'enregistrement  
*110*

Les actionnaires de la société GUY NOEL ET ASSOCIES, société anonyme au capital de 100 000 euros divisé en 1000 actions de 100 euros chacune, dont le siège est 39, Rue Saint Lazare 75009 PARIS, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, 39, Rue Saint Lazare 75009 PARIS, sur convocation faite par le Conseil d'Administration selon lettre recommandée adressée le 15 octobre 2007 à chaque actionnaire.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émargée par chaque actionnaire présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Dominique LAMBIN, en sa qualité de Président du Conseil d'administration.

M. Renaud REISSIER et M. Jean Pierre LE BRIS, les deux actionnaires représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires le plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Madame Christine LAMBIN est désigné comme secrétaire.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent 997 actions sur les 1000 ayant le droit de vote.

En conséquence, l'Assemblée, réunissant plus que le quorum du tiers requis par la loi, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

M. Alain TAINÉ, Commissaire aux Comptes titulaire, régulièrement convoqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en date du 15 octobre 2007, est absent et excusé.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la copie des lettres recommandées de convocation adressées aux actionnaires et les récépissés postaux,
- la copie et l'avis de réception de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,
- la feuille de présence, les pouvoirs des actionnaires représentés, et la liste des actionnaires,
- un exemplaire des statuts de la Société,
- un exemplaire du projet de fusion avec ses annexes,
- les certificats de dépôt du projet de fusion au greffe du Tribunal de commerce de Paris,
- un exemplaire du journal d'annonces légales « Les Affiches Parisiennes » en date du 13 et 14 septembre 2007 portant publication de l'avis de projet de fusion,
- le rapport du Conseil d'Administration,
- les rapports du Commissaire à la fusion,
- le texte du projet des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires et au Commissaire aux Comptes ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

Par ailleurs, il déclare que les rapports du Commissaire à la fusion établis conformément aux dispositions de l'article L. 236-10 du Code de commerce ont été tenus à la disposition des actionnaires, au siège social, un mois au moins avant la date de la présente assemblée, dans les conditions prévues par l'article 258 du décret du 23 mars 1967.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant:

### **ORDRE DU JOUR**

- Lecture du rapport du Conseil d'Administration sur le projet de fusion,
- Lecture des rapports du Commissaire à la fusion,
- Approbation du projet de fusion prévoyant l'absorption de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES par la société GUY NOEL ET ASSOCIES ; augmentation du capital social,
- Modification corrélative des statuts,
- Questions diverses,

- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Il est donné lecture du rapport du Conseil d'Administration, du projet de fusion, puis des rapports du Commissaire à la fusion.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

### **PREMIERE RESOLUTION**

L'Assemblée Générale,

- après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et des rapports du Commissaire à la fusion, désigné par Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Paris,

- après avoir pris connaissance du projet de fusion, signé le 24 Juillet 2007 avec la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES, société par actions simplifiée au capital de 120 000 euros, dont le siège est 39 Rue Saint Lazare 75009 PARIS, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris, sous le numéro 391 608 437, aux termes duquel la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES fait apport à titre de fusion à la société GUY NOEL ET ASSOCIES de la totalité de son patrimoine, actif et passif. En rémunération de cet apport fusion, la société AUDIT RENAUD REISSIER « A2R », seule actionnaire de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES, a reçu 273 actions de la société GUY NOEL ET ASSOCIES.

- que la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES détient un portefeuille de mandats de commissariat aux comptes et qu'en conséquence de cette opération de fusion par absorption de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES par la société GUY NOEL ET ASSOCIES, cette dernière, conformément à la Loi de Sécurité Financière du 1<sup>er</sup> août 2003 laquelle a modifié l'article L 225-229 du Code de Commerce qui dispose que « Lorsqu'une société de commissaire aux comptes est absorbée par une autre société de commissaires aux comptes, la société absorbante poursuit le mandat confié à la société absorbée jusqu'à la date d'expiration de ce dernier ».

approuve dans toutes ses dispositions ledit projet de fusion,

et décide, sous la même réserve, d'augmenter le capital social de 172 700 euros pour le porter de 127 300 euros, après l'apport de la fusion, à 300 000 euros, par création de 1 727 actions nouvelles de 100 euros de valeur nominale, entièrement libérées, lesdites actions étant réparties entre les actionnaires de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES à raison de onze actions de la société GUY NOEL ET ASSOCIES pour une action de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES et assimilées aux actions anciennes.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## **DEUXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale constate que, par suite de l'adoption de la résolution qui précède, l'augmentation de capital résultant de l'apport-fusion se trouve définitivement réalisée.

En conséquence, la fusion par absorption de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES par la société GUY NOEL ET ASSOCIES deviendra définitive à l'issue de la présente assemblée et la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES se trouvera dissoute, sans liquidation.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## **TROISIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale décide, comme conséquence de l'augmentation de capital, de modifier l'article 6 des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

### **Article 6 – Capital social**

Le capital social de la Société est fixé à trois cent mille euros (300 000 euros).

Il est divisé en 3 000 actions de 100 euros chacune, de même catégorie.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## **QUATRIEME RESOLUTION**

L'Assemblée donne tous pouvoirs aux soussignés concernés par la fusion, pouvant agir ensemble ou séparément, à l'effet de poursuivre la réalisation définitive des opérations d'apport et de fusion par eux-mêmes ou par un mandataire par eux désigné, et en conséquence

- de réitérer, si besoin est et sous toutes formes, les apports effectués à la société absorbante, établir tous actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui pourraient être nécessaires, accomplir toutes formalités utiles pour faciliter la transmission du patrimoine de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES à la société GUY NOEL ET ASSOCIES,

- de remplir toutes formalités, faire toutes déclarations auprès des administrations concernées, ainsi que toutes significations et notifications à quiconque ; en cas de difficulté, engager ou suivre toutes instances,

- aux effets ci-dessus, signer toutes pièces, tous actes et documents, élire domicile, substituer et déléguer dans la limite des présents pouvoirs, et faire tout ce qui sera nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie, ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Président

Les Scrutateurs

Le Secrétaire

<b>DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE</b>
---

**LES SOUSSIGNES :**

**Monsieur Dominique LAMBIN**

Agissant en qualité de Président Directeur Général

De la société GUY NOEL ET ASSOCIES

Dont le siège social est 39 rue Saint Lazare, 75009 Paris

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 542 053 590

Ayant reçu tous pouvoirs à l'effet d'établir la présente déclaration de régularité et de conformité en vertu des décisions du Conseil d'Administration de la société en date du 31 juillet 2007.

**D'une part,**

**Monsieur Renaud REISSIER**

Agissant en qualité de Président

De la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES « CGA »

Dont le siège social est 39 rue Saint Lazare, 75009 Paris

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 391 608 437

Ayant reçu tous pouvoirs à l'effet d'établir la présente déclaration de régularité et de conformité en vertu des décisions de l'associé unique de la société en date du 1<sup>er</sup> août 2007.

**D'autre part,**

Font les déclarations suivantes en application des articles L 236-6 et R 236-4 du Code de Commerce, à l'appui de la demande d'inscription modificative au registre du Commerce et des Sociétés avec les présentes, en suite des opérations ci-après relatées.

Le projet de traité de fusion prévoyant l'absorption de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES par la société GUY NOEL ET ASSOCIES, établi par acte sous seing privée en date du 24 juillet 2007 contenait les mentions prévues par la loi .

Sur requête conjointe des sociétés GUY NOEL ET ASSOCIES et CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES, Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Paris a par ordonnance, en date du 31 juillet 2007, nommé en qualité de Commissaire à la fusion, Monsieur Philippe de Saint Etienne, lequel a été chargé d'établir les rapports prévus aux articles L 225-147 et L 236-10 du Code de Commerce.

Le projet de traité de fusion a été déposé en double exemplaire au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris le 14 septembre 2007 pour les 2 sociétés.

L'avis prévu par l'article R 236-2 du Code de commerce a été publié dans le journal d'annonces légales « Affiches Parisiennes » du 13 et 14 septembre 2007, tant pour la société GUY NOEL ET ASSOCIES que pour la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES.

Le rapport du commissaire à la fusion sur le rapport d'échange et les avantages particuliers établi par Monsieur Philippe de Saint Etienne a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris le 05 décembre 2007.

L'associé unique de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES réunie le 15 décembre 2007 a approuvé la fusion et a constaté que la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES serait dissoute de plein droit dès l'approbation de la fusion par l'assemblée de la société GUY NOEL ET ASSOCIES.

L'Assemblée Générale de la société Guy Noël et, Associés a par décisions du 15 décembre 2007, approuvé le projet de fusion absorption de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES par la société.

L'avis de réalisation de la fusion a été publié le ..... pour la société absorbante dans le journal d'annonces légales « Affiches Parisiennes » du . *1.8. et 1.9. /12/07*

L'avis de dissolution de la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES a été publié pour dans le journal d'annonces légales « Affiches Parisiennes » du *1.8. et 1.9. /12/07*

Seront déposés au Tribunal de Commerce de Paris pour la société GUY NOEL ET ASSOCIES et pour la société CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES :

- 2 exemplaires de la présente déclaration,
- 4 exemplaires de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Fait à Paris,  
Le 15 décembre 2007

**GUY NOEL ET ASSOCIES**  
Dominique LAMBIN

**CLAUDE GUILLON ET ASSOCIES**  
Renaud REISSIER

**GUY NOEL ET ASSOCIES**

**SA au capital de 300.000 Euros**

**39, Rue Saint Lazare**

**75009 – PARIS**

---

**STATUTS MIS A JOUR**

**AU 15 DECEMBRE 2007**

---

## Article 1 – Forme

La Société GUY NOEL ET ASSOCIES, Société Anonyme, existe entre les propriétaires des actions déjà créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement ; elle est régie par les textes du Code de Commerce et les dispositions réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Elle a été créée le 1<sup>er</sup> octobre 1947 sous la forme à Responsabilité Limitée transformée en Société Anonyme le 3 juin 1950 et à nouveau transformée en Société à Responsabilité Limitée, suivant Assemblée Générale Extraordinaire du 19 juillet 1969, à compter du 1<sup>er</sup> avril 1969. Enfin l'Assemblée Générale Extraordinaire du 6 Janvier 1976 a décidé de mettre la Société sous la forme anonyme à compter du même jour.

Les statuts de la Société sont en outre en harmonie avec :

- les textes réglementaires applicables aux Sociétés Anonymes admises à l'exercice de la profession d'expert-comptable, conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 Septembre 1945.

La Société comprendra parmi ses actionnaires au moins trois experts-comptables inscrits au tableau de l'ordre et la majorité du capital social sera détenue par des experts-comptables.

- L'article L 225-218 du Code de Commerce et l'article 7 du décret du 12 août 1969 applicables aux sociétés d'expertises comptables exerçant les fonctions de Commissaire aux Comptes.

## Article 2 – Objet

La société a pour objet, directement ou indirectement en France ou à l'étranger, toutes activités relatives à l'exercice de la profession d'Expert-Comptable et de Commissaire aux Comptes et notamment,

- organiser, vérifier, apprécier et redresser les comptes de toutes natures,
- analyser par les procédés de la technique comptable, la situation et le fonctionnement des entreprises, sous les différents aspects économique, juridique et financier,
- Faire tous rapports de constatations, conclusions et suggestions,
- Exercer tous mandats relatifs à l'exercice du Commissariat aux Comptes,

- La participation de la société à toutes autres sociétés d'expertise comptable, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, souscription ou achat de droits et titres, fusion,
- Et plus généralement, toutes autres opérations mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

## **Article 3 – Dénomination**

La dénomination sociale est :

### **GUY NOEL & ASSOCIES**

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie des mots « Société Anonyme » ou des initiales « S.A » et de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que des mots : Société d'expertise Comptable » et de la mention du tableau de la circonscription de l'Ordre des Experts-Comptables ainsi que de la Compagnie des Commissaires aux Comptes où la société est inscrite.

## **Article 4 – Siège Social**

Le siège social est fixé à Paris 9<sup>ème</sup> au 39 Rue Saint Lazare.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

## **Article 5 – Durée**

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter du 1<sup>er</sup> Octobre 1947 et viendra à expiration le 30 septembre 2046, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

## **Article 6 – Capital social**

Le capital social est fixé à 300.000 Euros.

Il est divisé en 3.000 actions de 100 euros chacune, de même catégorie.

*re*

**Article 7 – Modification du Capital social**

I - Le capital social peut être augmenté par tous modes et toutes manières autorisés par la loi.

L'assemblée générales extraordinaire est seule compétente pour décider l'augmentation du capital, sur le rapport du conseil d'administration contenant les indications requises par la loi.

Conformément à la loi, les actionnaires ont proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel. Ils disposent, en outre, d'un droit de souscription à titre réductible si l'assemblée générale l'a décidé expressément.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfiques ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II - L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut aussi, sous réserve, le cas échéant, des droits des créanciers, autoriser ou décider la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit, mais en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité entre les actionnaires.

La réduction du capital social, quelle qu'en soit la cause, à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société ; celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Aucune augmentation ni réduction de capital ne peut ramener à moins de trois le nombres des actionnaires experts-comptables inscrits au tableau de l'Ordre, ni leur faire perdre la majorité dans la Société (Article 7 – 3° et 4° de l'ordonnance du 19 Septembre 1945).

**Article 8 – Libération des actions**

Les actions souscrites en numéraires en augmentation du capital social doivent être libérées selon les modalités fixées par l'assemblée générale extraordinaire, libération qui ne peut être inférieure d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription, et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du conseil d'administration, dans le délai de cinq ans à compter du jour où cette augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions porte, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêts au taux légal, à partir de la date d'exigibilité sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

### **Article 9 – Formes des actions**

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

### **Article 10 – Cession et transmission des actions**

Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ou de cession soit à un conjoint soit à un ascendant ou à un descendant, ou encore, à un autre actionnaire, la cession des actions à un tiers, à quelque titre que ce soit, est soumise à l'agrément du Conseil d'Administration.

En cas de cession à un tiers, la demande d'agrément indiquant les nom, prénoms, domicile du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert, est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à la société. L'agrément résulte soit d'une notification, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

Si la société n'agrée pas le cessionnaire proposé, le Conseil d'Administration est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification de refus, de faire acquérir les actions soit par un actionnaire, soit par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction de capital. A défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

Si à l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné.

Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société.

En cas d'acquisition et en vue de régulariser le transfert de propriété des actions au profit du ou des acquéreurs, le cédant sera invité par le Conseil d'Administration à signer le document correspondant dans le délai fixé.

*al*

Si le cédant n'a pas déféré à cette invitation dans le délai imparti, la cession sera régularisée d'office par simple déclaration du Conseil d'Administration puis sera notifiée au cédant dans un délai déterminé avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de vente, soit personnellement, soit par une autre personne dûment mandatée à cet effet.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions à un tiers d'actions ou de droits attachés à ces actions.

Les prescriptions du présent article seront applicables sous réserves que le cession ou la mutation ne puisse avoir pour effet de déroger à l'obligation de la possession de la majorité du capital par au moins trois Experts-Comptables membres de l'Ordre.

### **Articles 11 – Droits et obligations attachés aux actions**

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Toute action donne droit en cours de société comme en cas de liquidation, au règlement de la même somme nette pour toute répartition ou tout remboursement.

Le droit de vote attaché à chaque action démembrée ou non est exercé conformément à la loi.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement, d'attribution de titres, d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou de toute autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaires.

### **Article 12 – Conseil d'administration**

1 – Sauf dérogations légales, la Société est administrée par un Conseil d'Administration de trois membres au moins et de dix huit membres au plus.

2 – En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés par l'assemblée générale ordinaire. Toutefois, en cas de fusion, des nominations d'administrateurs peuvent être effectuées par l'assemblée générale extraordinaire statuant sur l'opération.

3 – La durée des fonctions des administrateurs est de 6 années.

Ces fonctions prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat de l'administrateur intéressé.

Les administrateurs sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

4 – Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 70 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus d'un tiers des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Si cette proportion est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel le dépassement aura lieu.

5 – Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les administrateurs personnes morales doivent, lors de leur nomination désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, le tout sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Lorsque la personne morale administrateur met fin au mandat de son représentant permanent, elle doit notifier sans délai à la société, par lettre recommandée, sa décision ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

6 – En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateurs, le Conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire en vue de compléter l'effectif du Conseil. Ces nominations doivent intervenir obligatoirement dans les trois mois de la vacance, lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum statutaire, sans toutefois être inférieur au minimum légal.

Les nominations provisoires ainsi effectuées par le Conseil sont soumises à ratifications de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis restent cependant valables.

Lorsque le nombre d'administrateurs devient inférieur au minimum légal, les administrateurs restant en fonctions doivent convoquer immédiatement l'assemblée ordinaire en vue de compléter l'effectif du Conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

7 – Les administrateurs personnes physiques ne peuvent exercer simultanément dans plus de cinq conseils d'administrations ou de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la loi.

*re*

8 – Un salarié de la Société ne peut être nommé administrateur que si son contrat correspond à un emploi effectif. Il ne perd pas le bénéfice de ce contrat de travail. Le nombre des administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

### **Article 13 – Action de garantie**

Les administrateurs doivent être chacun propriétaire de une action affectée à la garantie de tous les actes de la gestion.

Ces actions sont inaliénables.

Les administrateurs nommés en cours de société peuvent ne pas être actionnaires au moment de leur nomination, mais doivent le devenir dans le délai de trois mois, à défaut de quoi ils seront réputés démissionnaires d'office.

L'ancien administrateur (ou ses ayants droit) recouvre la libre disposition des actions de garantie du seul fait de l'approbation par l'assemblée générale ordinaire des comptes du dernier exercice pendant lequel il a été en fonction.

### **Article 14 – Organisation et direction du Conseil d'Administration**

1 – Le Conseil d'administration élit parmi ses membres personnes physiques un Président et détermine sa rémunération. Il fixe la durée des fonctions du Président qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

2 – Nul ne peut être nommé Président du Conseil d'administration s'il est âgé de plus de 70 ans. Si le Président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

3 – Le Président représente le Conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure en particulier que les administrateurs sont en mesure de remplir les missions.

4 – En cas d'absence ou d'empêchement du Président, le Conseil d'administration désigne le Président de la réunion.

### **Article 15 – Réunions et délibérations du Conseil**

1 – Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation du Président. Toutefois, des administrateurs constituant au moins le tiers des membres du Conseil d'administration peuvent, en indiquant précisément l'ordre du jour de la réunion, convoquer le Conseil si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois.

*W*

Le Directeur Général lorsqu'il n'exerce pas la présidence du Conseil d'administration peut demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

2 – La réunion a lieu au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation qui mentionne l'ordre du jour, doit intervenir au moins 3 jours à l'avance par lettre, télégramme, télex ou télécopie. La convocation peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

3 – Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents ou représentés.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Toutefois, lorsque le conseil d'administration est appelé à statuer sur un projet de cession d'actions à un tiers non actionnaire dans les conditions prévues à l'article 11 des présents statuts, la décision d'agrément est prise à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

4 – Il est tenu un registre de présence qui est émargé par les administrateurs participant à la réunion du Conseil d'administration.

5 – Les réunions du Conseil d'administration ne peuvent être tenues par des moyens de visioconférence.

6 – Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur. Les procès-verbaux sont signés par le Président de séance et par un administrateur ou par deux administrateurs.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations du Conseil d'administration sont valablement certifiées par le Président ou le Directeur Général.

## **Article 16 – Pouvoirs du Conseil d'administration**

1 – Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

2 – Le Conseil d'administration procède à tout moment aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

re

Chaque administrateur doit recevoir les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut obtenir auprès de la Direction générale tous les documents qu'il estime utiles.

3 – Le Conseil d'administration peut donner à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite des pouvoirs qu'il tient de la loi et des présents statuts.

Le Conseil peut décider de la création de comités d'études chargés d'étudier les questions que le Conseil ou son Président lui soumet.

### **Article 17 – Direction générale**

#### **Modalités d'exercice**

Conformément à l'article L.225-51-1 du Code de commerce, la Direction générale de la société est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'administration et qui prend le titre de Directeur Général.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la Direction générale est effectué par le Conseil d'administration. La délibération du Conseil relative au choix de la modalité d'exercice de la Direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés. Le choix du Conseil d'administration est porté à la connaissance des actionnaires et des tiers dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

L'option retenue par le Conseil d'administration reste valable jusqu'à décision contraire du Conseil d'administration.

#### **Direction générale**

En fonction de la modalité d'exercice retenue par le Conseil d'administration, le Président ou un Directeur Général assure sous sa responsabilité la Direction générale de la Société.

Le Directeur Général est nommé par le Conseil d'administration qui fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, les limitations de ses pouvoirs. Pour l'exercice de ses fonctions, le Directeur Général doit être âgé de moins de 70 ans. Lorsqu'en cours de mandat, cette limite d'âge aura été atteinte, le Directeur Général est réputé démissionnaire d'office et il est procédé à la désignation d'un nouveau Directeur Général.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration. La révocation du Directeur Général non président peut donner lieu à des dommages intérêts si elle est décidée sans juste motif.

#### **Pouvoirs du Directeur Général**

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social, et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et au Conseil d'administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

#### **Directeurs généraux Délégués**

Sur proposition du Directeur Général, que cette fonction soit assumée par le Président du Conseil d'administration ou par une autre personne, le Conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général avec le titre de Directeurs Généraux Délégués.

Le nombre maximum de Directeurs Généraux Délégués est fixé à 3.

En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs accordés aux Directeurs Généraux Délégués et fixe leur rémunération.

A l'égard des tiers, le Directeur Général Délégué ou les Directeurs Généraux Délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

En cas de cessation des fonctions ou d'empêchement du Directeur Général, les Directeurs Généraux Délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil d'administration, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau Directeur Général.

Les Directeurs Généraux Délégués sont révocables, sur proposition du Directeur Général à tout moment. La révocation des Directeurs Généraux Délégués peut donner lieu à des dommages intérêts si elle est décidée sans justes motifs.

#### **Article 18 – Rémunération des administrateurs, du président, des directeurs généraux et des mandataires du Conseil d'Administration**

I - L'Assemblée Générale Ordinaire peut allouer aux administrateurs des jetons de présence, dont le montant est porté en frais généraux de la société et reste maintenu jusqu'à décision de l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration répartit cette rémunération entre ses membres comme il l'entend.

II - La rémunération du président du Conseil d'Administration et celle des directeurs généraux est fixée par le Conseil d'Administration ; elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

III - Il peut être alloué par le Conseil d'Administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des Administrateurs ; dans ce cas, ces rémunérations sont portées en charges d'exploitation et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

OL

Aucune autre rémunération, permanente ou non, que celles ici prévues ne peut être allouée aux administrateurs, sauf s'il sont liés à la société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

### **Article 19 – Conventions réglementées**

1 - Il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales, au Directeur Général et aux Directeurs Généraux Délégués de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, et de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements auprès de tiers. Cette interdiction s'applique également aux représentants permanents des personnes morales administrateurs, au conjoint, ascendants et descendants des personnes ci-dessus visées ainsi qu'à toute personne interposée.

2 – Toute convention intervenant directement ou indirectement ou par personne interposée entre la Société et son Directeur Général, l'un de ses Directeurs Généraux Délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieur à 5% ou s'il s'agit d'une Société actionnaire, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées ci-dessus est indirectement intéressé.

Sont également soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'administration, les conventions intervenant entre la société et une entreprise, si le Directeur Général, l'un des Directeurs Généraux Délégués ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, Gérant administrateur, membre du Conseil de surveillance ou de façon générale dirigeant de cette entreprise.

Ces conventions doivent être autorisées et approuvées dans les conditions de l'article L.225-40 du Code de commerce.

3 – Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à la procédure d'autorisation et d'approbation prévue aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce.

Cependant ces conventions doivent être communiquées par l'intéressé au Président du Conseil d'administration. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le Président du Conseil d'administration aux membres du Conseil d'administration et au Commissaire aux comptes.

### **Article 20 – Commissaire aux Comptes**

Le contrôle est exercé par un ou deux commissaires aux comptes et, le cas échéant, par un ou deux commissaires aux comptes suppléants qui sont nommés et exercent leur mission conformément à la loi.

*u*

**Article 21 – Assemblées Générales**

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales, lesquelles sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires, ou de spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les assemblées générales extraordinaires.

Toute assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires même absents, dissidents, ou incapables.

**Article 22 – Assemblées générales : Convocations**

1 – Les assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'administration ou à défaut, par le Commissaire aux comptes ou par toute personne habilitée à cet effet.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

La convocation est effectuée quinze jours avant la date de l'assemblée par lettre adressée à chaque actionnaire.

Lorsque l'assemblée n'a pu valablement délibérer à défaut de réunir le quorum requis la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée sont convoquées six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première assemblée.

2 – Les lettres de convocation doivent mentionner l'ordre du jour arrêté par l'auteur de la convocation.

**Article 23 – Assemblées générales : Ordre du jour**

L'assemblée ne peut délibérer que sur les questions inscrites à l'ordre du jour. Elle peut, toutefois, en toute circonstance révoquer un ou plusieurs administrateurs.

Un ou plusieurs actionnaires représentant la quote-part du capital prévue par la loi, peuvent dans les conditions et délais légaux, requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions.

**Article 24 – Assemblées générales : Accès aux Assemblées pouvoirs**

1 – Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire ou en votant par correspondance sur justification de l'inscription de ses actions dans les comptes de la Société cinq jours au moins avant la réunion de l'assemblée.

2 – En cas de vote par correspondance, seuls les formulaires de vote reçus par la Société trois jours avant la date de l'assemblée seront pris en compte.

3 – Tout actionnaire peut également participer aux assemblées générales par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication dans les conditions fixées par les lois et règlements et qui seront mentionnés dans l'avis de convocation de l'assemblée.

4 – Une feuille de présence contenant les indications prévues par la loi est établie lors de chaque assemblée.

5 – Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou par l'administrateur le plus ancien présent à l'assemblée. A défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par deux actionnaires présents et acceptants qui disposent par eux-mêmes ou comme mandataires du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi constitué désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Les procès-verbaux de délibérations sont dressés et leurs copies ou extraits sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

**Article 25 – Feuille de présence – Bureau – Procès-verbaux**

I - À chaque assemblée est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par la loi.

Cette feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

II – Les assemblées sont présidées par le président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un vice-président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil.

Si l'assemblée est convoquée par le ou les commissaires aux comptes l'assemblée est présidée par l'un d'eux.

Dans tous les cas, à défaut de la personne habilitée ou désignée pour présider l'assemblée celle-ci élit son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptant, disposant tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les membres du bureau ont pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de contrôler les votes émis et d'en assurer la régularité, et de veiller à l'établissement du procès-verbal.

III – Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

#### **Article 26 – Quorum – Vote – Nombre de voix**

I – Dans les assemblée générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et, dans les assemblées spéciales, sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

En cas de vote par correspondance, il n'est tenu compte pour le calcul du quorum que des formulaires reçus par la société avant la réunion de l'assemblée, dans les conditions et délais fixés par décret.

II – Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. A l'égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

III – Au cas où des actions sont remises en gage, le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres. A cet effet, le créancier gagiste dépose, à la demande de son débiteur, les actions qu'il détient en gage, sous la forme et dans le délai indiqués dans la convocation.

La société émettrice ne peut valablement voter avec des actions par elle souscrites, ou acquises ou prises en gage. Il n'est pas tenu compte de ces actions pour le calcul du quorum.

VI – Le vote a lieu et les suffrages sont exprimés, à main levée ou par assis et levés, ou par appel nominal, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée.

#### **Article 27 – Assemblée Générale Ordinaire**

I - L'assemblée générale ordinaire est celle qui est appelé à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois l'an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice social précédent.

Elle a, entre autres pouvoirs, les suivants :

- approuver, modifier ou rejeter les comptes qui lui sont soumis ;
- statuer sur la répartition et l'affectation des bénéfices en se conformant aux dispositions statutaires ;
- nommer et révoquer les administrateurs et les commissaires aux comptes ;
- approuver ou rejeter les nominations d'administrateurs faites à titre provisoire par le conseil d'administration ;
- fixer le montant des jetons de présence alloués au conseil d'administration ;
- statuer sur le rapport spécial des commissaires aux comptes concernant les conventions soumises à l'autorisation préalable du conseil d'administration ;
- autoriser les émissions d'obligations non convertibles ni échangeables contre des actions, ainsi que la constitution des sûretés réelles qui pourraient leur être conférées.

II – L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

III – Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent, l'assemblée générale qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire.

En outre, dans les assemblées générales extraordinaires appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire dont les actions sont privées du droit de vote, n'a pas voix délibérative, ni pour lui-même ni comme mandataire, et chacun des autres actionnaires dispose d'un nombre de voix égale à celui des actions qu'il possède sans que ce nombre puisse excéder dix, le mandataire d'un actionnaire disposant des voix de son mandant dans les mêmes conditions et limites.

IV – S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une assemblée générale extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une assemblée spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Les assemblées spéciales sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que l'assemblée générale extraordinaire sous réserve des dispositions particulières applicables aux assemblées de titulaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

Dans les modifications susceptibles d'être apportées aux statuts, la décision doit être conforme, le cas échéant, à toutes les prescriptions légales réglementant l'exercice de la profession d'Expert-Comptable.

#### **Article 29 – Droit de communication des actionnaires**

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et la marche de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

#### **Article 30 – Exercice social**

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 01 janvier et finit le 31 décembre.

#### **Article 31 – Inventaire – Comptes annuels**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulatif des produits et des charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultats.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est mentionné à la suite du bilan.

Le Conseil d'Administration établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, les activités en matière de recherche et de développement.

2

**Article 32 – Fixation – Affectation et répartition des bénéfices**

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5% au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux. L'Assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, l'Assemblée Générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

**Article 33 – Modalités en paiement des dividendes – Acomptes**

I – L'Assemblée Générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en actions dans les conditions légales ou en numéraire.

II – Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale, ou à défaut, par le Conseil d'Administration.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en

application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

#### **Article 34 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social**

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi et sous réserve des dispositions de l'article 7-II ci-dessus, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'Assemblée Générale est publiée dans les conditions réglementaires.

En cas d'inobservation des prescriptions de l'un ou plusieurs des alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

#### **Article 35 – Liquidation**

1 – Sous réserve du respect des prescriptions légales impératives en vigueur, la liquidation amiable de la Société obéira aux règles ci-après, observation faite que les articles L.237-14 à L.237-20 du Code de commerce ne seront pas applicables.

2 – Les actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire nomment aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires, parmi eux ou en dehors d'eux, un ou plusieurs Liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et la rémunération.

Cette nomination met fin aux fonctions des administrateurs et, sauf décision contraire de l'assemblée, à celles des Commissaires aux comptes.

*nc*

L'assemblée générale ordinaire peut toujours révoquer ou remplacer les Liquidateurs et étendre ou restreindre leurs pouvoirs.

Le mandat des Liquidateurs est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

3 – Les liquidateurs ont, conjointement ou séparément, les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser, aux prix, charges et conditions qu'ils aviseront, tout l'actif de la Société et d'éteindre son passif.

Le ou les liquidateurs peuvent procéder, en cours de liquidation, à la distribution d'acomptes et, en fin de liquidation, à la répartition du solde disponible sans être tenus à aucune formalité de publicité ou de dépôts des fonds.

Les sommes revenant à des actionnaires ou à des créanciers et non réclamées par eux seront versées à la Caisse des Dépôts et Consignations dans l'année qui suivra la clôture de la liquidation.

Le ou les Liquidateurs a, même séparément, qualité pour représenter la Société à l'égard des tiers, notamment des administrations publiques ou privées, ainsi que pour agir en justice devant toutes les juridictions tant en demande qu'en défense.

4 – Au cours de la liquidation, les assemblées générales sont réunies aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige sans toutefois qu'il soit nécessaire de respecter les prescriptions des articles L.237-23 et suivants du Code de commerce.

Les assemblées générale sont valablement convoquées par un Liquidateur ou par des actionnaires représentant au moins le cinquième du capital social.

Les assemblées sont présidées par l'un des liquidateurs ou, en son absence par l'actionnaire disposant du plus grand nombre de voix. Elles délibèrent aux mêmes conditions de quorum et de majorité qu'avant la dissolution.

5 – En fin de liquidation, les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire statuent sur le compte définitif de la liquidation, le quitus de la gestion du ou des Liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent, dans les mêmes conditions, la clôture de la liquidation.

Si les liquidateurs négligent de convoquer l'assemblée, le Président du Tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé peut, à la demande de tout actionnaire, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation.

Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes de la liquidation, il est statué par décision du Tribunal de commerce à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

6 – Le montant des capitaux propres subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.



Lors du remboursement du capital social, la charge de tous impôts que la Société aurait l'obligations de retenir à la source sera répartie entre toutes les actions indistinctement en proportion uniformément du capital remboursé à chacune d'elles sans qu'il y ait lieu de tenir compte des différentes dates d'émission ni de l'origine des diverses actions.

7 – Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne lorsque l'actionnaire unique est une personne morale la transmission universelle du patrimoine à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

### **Article 36 – Contestations**

Toutes contestations concernant la société pouvant exister soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes seront soumises à l'arbitrage du Président du Conseil Régional de l'Ordre dont relève la Société ou de tout membre de ce Conseil désigné par lui.

Fait à Paris, le 15 décembre 2007

Signature du Président

